

entre les représentants des Antilles du Commonwealth et de hauts fonctionnaires du Gouvernement canadien en vertu des dispositions selon lesquelles ce Comité de liaison pourrait être convoqué afin d'étudier des questions déterminées d'intérêt commun.

Dans le domaine de la représentation, deux nouvelles missions ont été établies au Canada. Un haut commissariat résidant de la Guyane s'est ouvert à Ottawa bien que le haut commissaire lui-même continue de résider à Washington. Le bureau du commissaire des Antilles orientales, à Montréal, qui avait été fermé lorsque la Barbade avait établi une mission diplomatique à Ottawa, a été rouvert par le Conseil des ministres des États associés des Antilles.

Un certain nombre de dirigeants éminents originaires de cette région sont venus au Canada en visite officielle ou officieuse pendant l'année écoulée. Citons M. Hugh L. Shearer, premier ministre de la Jamaïque; M. W. Barrow, premier ministre de la Barbade; M. L.F.S. Burnham, premier ministre de la Guyane; M. E.M. Gairy, premier ministre de la Grenade; M. R.M. Cato, ministre en chef de Saint-Vincent; M. R.L. Bradshaw, premier ministre de Saint-Kitts-Nevis-Anguilla; M. V.C. Bird, premier ministre d'Antigua et M. J.G.M. Compton, premier ministre de Sainte-Lucie. En février, une crise parlementaire a obligé à différer la visite officielle du gouverneur général du Canada à la Jamaïque, à la Trinité-et-Tobago, en Guyane et à la Barbade.

Un fait nouveau d'une grande importance pour le Canada est intervenu dans la région avec la formation de la zone de libre échange des Antilles. Les nouvelles dispositions présenteront aux producteurs de la région un marché intérieur plus vaste et serviront de base à une meilleure coopération économique entre les pays des Antilles du Commonwealth. Le Canada a manifesté le désir de s'associer à la Banque de développement des Antilles, dont la formation est liée aux nouveaux arrangements commerciaux, mais l'année a pris fin sans que les pourparlers sur la création de cette banque aient abouti.

Australie, Nouvelle-Zélande, Malaisie et Singapour

Les relations du Canada avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont encore consolidées en 1968 et par le truchement du Commonwealth et du Plan de Colombo s'est poursuivie une collaboration visant à assurer la stabilité politique et économique dans les pays non communistes du Pacifique et de l'Asie. Les relations économiques avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont intensifiées, et la côte occidentale canadienne en a bénéficié. Le volume total du commerce entre le Canada, d'une part, et l'Australie et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, n'a pas cessé de progresser. Il en est de même du tourisme.

Certains éléments des Forces canadiennes se sont entraînés à la guerre de jungle en Australie. Des échanges de renseignements techniques et autres entre le Canada et l'Australie ont eu lieu sur toute une gamme de sujets en 1968.

Le rôle que jouent l'Australie et la Nouvelle-Zélande en tant que grandes nations dans l'Asie du sud-est s'accroît. Les deux pays apportent toujours une aide civile et militaire à la République du Vietnam. En